

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Emmanuel Ondo Methogo : "Le débat est clos à Bitam"

VAINQUEUR du second tour de l'élection sénatoriale à Bitam, le candidat du Parti démocratique gabonais (PDG) revient ici sur plusieurs questions. Entre autres, celles liées à la vie politique à Bitam.

Propos recueillis par Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'UNION. Vous sortez d'un processus électoral plutôt difficile au siège unique de sénateur du département du Ntem (Bitam). Vous avez été battu au premier tour par votre adversaire de Démocratie nouvelle (DN) qui a crié au scandale lorsque le Centre gabonais des élections (CGE) a décidé d'un second tour. Ce qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive. Dans le fond, c'est toujours votre rivalité avec René Ndemezo'Obiang. N'êtes-vous pas fatigués avec cela ?

Emmanuel Ondo Methogo : Je vous remercie de l'occasion que vous me donnez de m'exprimer après tous les événements vécus ces derniers temps dans le département du Ntem et la commune de Bitam. Il était grand temps que je m'exprime. Je tiens à signaler que l'histoire politique de Bitam est un long fleuve tumultueux au regard de l'adversité entre les divers acteurs. Au lieu de 30 ans, je dirai que ces rivalités datent de près de 50 ans. Depuis l'époque où on était en

core tous sur les bancs de l'école et les mouvements estudiantins à l'étranger. La rivalité politique avec René Ndemezo'Obiang s'est exacerbée dans les années 1990. Lui, cadre du parti au pouvoir, le PDG, et moi au gouvernement, en même temps député indépendant proche du défunt Omar Bongo Ondimba. Pourtant les choses avaient été clairement établies par l'illustre défunt. Effectivement, cela fait trop longtemps que cette rivalité dure. Il faut qu'elle cesse. Toute une vie politique ne saurait être synonyme de chantage. Ce qu'il fait aujourd'hui, après une longue traversée de plus de 30 ans n'a aucun sens. Il faut qu'il change de paradigme. On ne fait pas la politique avec la violence. La vérité et la paix ont été établies. Il n'est plus nécessaire de continuer cette guerre au regard de nos âges. Pour ceux qui avaient encore des doutes, tous les Bitamois savent qui est le patron politique de Bitam et tout le département. **Qu'est-ce qui justifie l'adversité à laquelle vous avez fait face alors que le PDG, votre parti, avait 33 élus locaux ?**

Certaines méthodes ne sont plus d'actualité. Comment René Nde-

mezo'Obiang fait-il pour que son candidat gagne le premier tour des élections sénatoriales dans notre circonscription alors que son parti n'a que 14 conseillers contre 33 du PDG, 11 LD/RHM et 6 indépendants. Je vous informe que j'ai noué des alliances, au premier tour, avec les autres groupes de conseillers. Des alliances qui m'ont d'ailleurs permis d'accéder au deuxième tour. Il faut donc reconnaître que c'est dans les rangs du PDG que mon adversaire est allé piocher des voix. Il y a eu des cas d'indiscipline. Des conseillers élus sur la liste du PDG ont voté contre le candidat de leur propre parti. Nous les connaissons et le parti va s'en charger au moment opportun. Le fait de ne pas se présenter au deuxième tour était l'illustration de l'échec d'une stratégie. Il était impossible de revivre le scénario précédent. Nous avons sensibilisé tous les conseillers de notre parti et renforcé les alliances contractées au premier tour. C'est donc fort de tout ce travail que nous avons obtenu 48 voix. Aujourd'hui, à Bitam et dans le département, Ondo Methogo représente 48 élus locaux contre 14 pour Démocra-



Photo: Brice BANDOMA/L'Union

Le sénateur PDG élu du siège unique de Bitam, Emmanuel Ondo Methogo.

tie nouvelle (DN). Pour nous, le débat est donc clos à Bitam.

Votre adversaire a introduit un recours en annulation de ce scrutin. Êtes-vous inquiet ? Et qu'est-ce que vous reprenez de ce scrutin ?

Pour le recours introduit par le parti DN, je n'ai rien à vous dire. Le débat est clos à Bitam. Concernant le scrutin proprement dit, il doit faire école. J'estime qu'à partir de ce que nous avons vécu à Bitam, il se pose la question de l'amélioration du Code électoral. Car, le vote doit

être conforme aux résultats des listes. Le mandat appartient au parti et non aux conseillers élus. Il est inconcevable qu'ils votent contre le choix du parti, d'autant plus que nous sommes allés jusqu'à organiser des primaires. Rendre obligatoire le vote des élus locaux en fonction de leur appartenance idéologique serait un frein à la gabegie et au clanisme auxquels nous avons eu droit à Bitam. Du moins, c'est une proposition qui me tient à cœur. Il faut que cela change.

RPM : pour une implantation durable dans le Septentrion

Alexis NDONG-SIMA
Oyem/Gabon

PLUS que jamais, le Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) entend s'implanter durablement dans le Woleu-Ntem. C'est ce qui ressort du Congrès provincial qu'a organisé, récemment, cette formation politique dans le chef-lieu de ladite province. Des assises dirigées par le 3e vice-président du RPM, Edgard Owono-Ndong. Venus des cinq départements

de cette province, les militants et sympathisants du RPM ont réaffirmé leur soutien à leur leader, Alexandre Barro-Chambrier, tout en clamant l'ancrage de leur parti dans l'opposition. Un soutien de taille d'autant plus significatif qu'il intervient à un moment où le RPM traverse une zone de turbulences, eu égard à la bataille à laquelle se livrent Michel Menga-M'Essone et Alexandre Barro-Chambrier au sujet de la paternité du Rassemblement héritage et modernité (RHM).

Dans tous les cas, les participants à cette grand-messe ont été invités à porter haut le flambeau du RPM. En allant à la reconquête du terrain tout en dynamisant davantage les différentes structures de base quelque peu plombées par une certaine atonie.

De fait, Edgard Owono-Ndong a procédé à l'installation des nouveaux responsables des organes locaux du RPM dans le Woleu-Ntem.

